

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

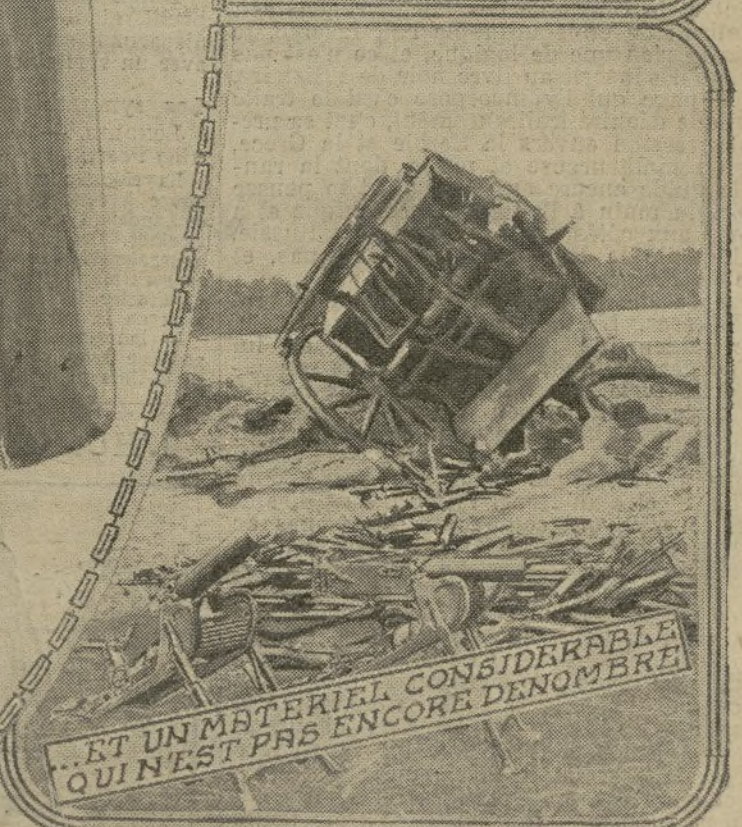
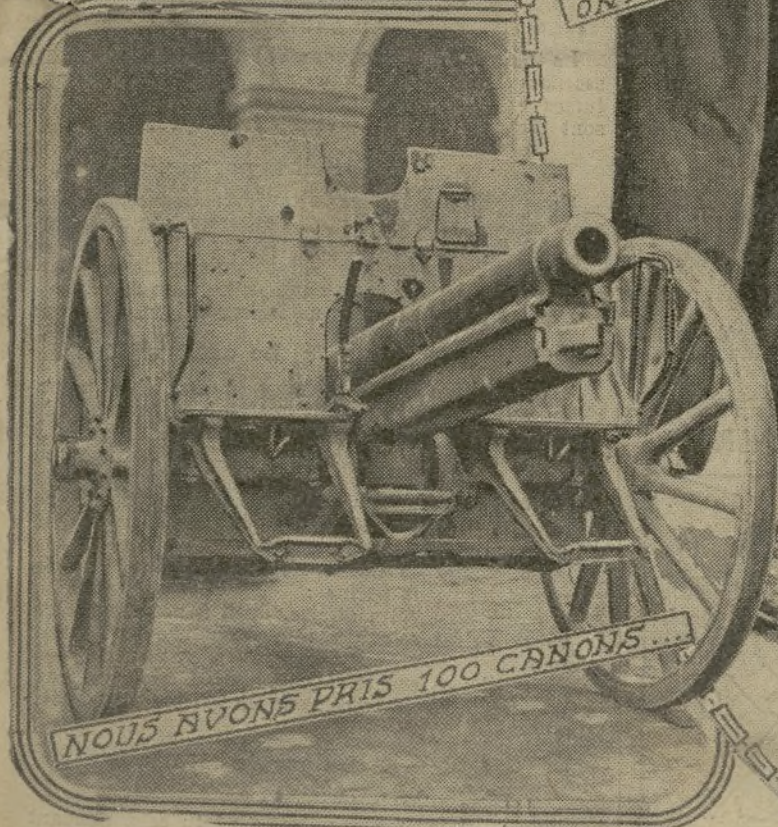
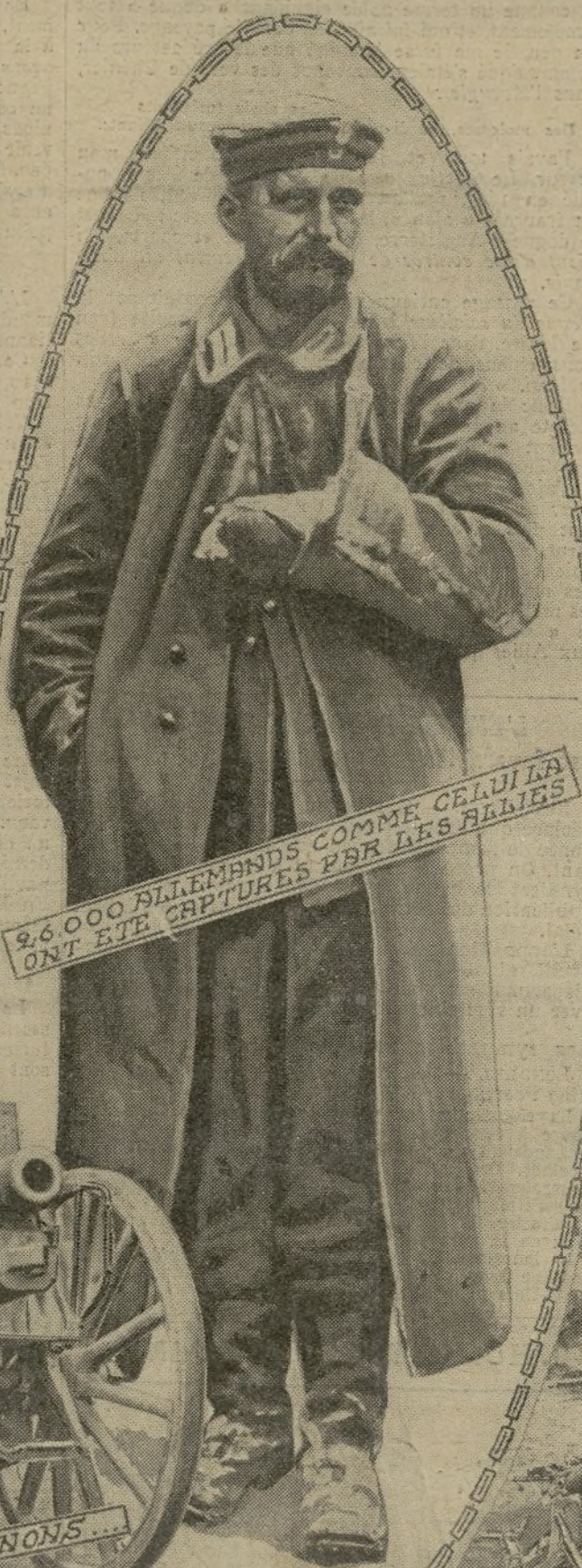
ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)
France: Un An: 35 fr. - 6 Mois: 18 fr. - 3 Mois: 10 fr.
Etranger: Un An: 70 fr. - 6 Mois: 36 fr. - 3 Mois: 20 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.
Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » (NAPOLEON).
Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

Adresser toute la correspondance
à L'ADMINISTRATEUR L'Excelsior
88, avenue des Champs-Élysées, PARIS
Téléph. WAGRAM 01-67-44
Adresse télégraphique: EXCELSIOR PARIS

BIBLIOTHECA
MUNICIPAL
MADRID

LES VICTOIRES D'ARTOIS ET DE CHAMPAGNE



C'est, sans manifestations bruyantes, mais avec ce calme raisonnable que donne la certitude d'avoir le dernier mot, que le peuple français a appris la double victoire de l'Artois et de la Champagne. La défaite de von Fabeck, commandant les troupes allemandes au sud-est ; celle de Rupprecht de Bavière, au nord-ouest ; les 26,000 prisonniers, les 100 canons capturés, les trois corps d'armée décimés, le terrain repris, tout cela a été salué comme le résultat logique d'une action au service de la plus noble cause.

LA GRANDE BATAILLE

NOUS AVONS ENTAMÉ, EN CHAMPAGNE les deuxièmes lignes allemandes

Les points conquis sont fermement tenus

La vague française bat avec une inlassable ténacité la deuxième ligne des défenses allemandes en Champagne; elle l'a brisée en un endroit, elle l'a envahie et submergée en plusieurs autres. On ne saurait trop admirer l'héroïsme avec lequel nos armées s'acquittent de la rude mission qui leur a été confiée : car l'ennemi avait transformé cette région en une série de forteresses agencées avec un art redoutable.

Qu'on se figure entre la route de Souain à Somme-Py, d'une part, et le ravin de la Dormoise d'autre part, des hauteurs échelonnées de l'ouest à l'est et mesurant 180 à 200 mètres : à l'extrême gauche la butte qui porte la ferme de Navarin, à l'extrême droite la butte de Tahure, entre les deux la butte de Souain. Sur chacun de ces bastions, le feu des défenseurs mitraille d'enfilade les bataillons des assaillants.

Nos troupes n'en ont pas moins pris pied dans les tranchées ennemies, à l'ouest de la ferme de Navarin et à l'ouest de la butte de Tahure. Non seulement l'adversaire n'a pu les déloger, mais certains de nos éléments ont progressé un instant vers Somme-Py; ils ne se sont repliés légèrement que pour permettre à notre artillerie d'éteindre les feux de flanquement qui rendaient leur avance périlleuse. A chaque journée suffit son succès : celui que nous rapporte le bulletin d'hier est des plus encourageants.

En Artois, la situation est également très favorable. Nous tenons fermement les positions conquises à l'est de Souchez; l'ennemi tente en

vain, par un violent bombardement, de nous rendre inconfortable la cote 140, d'où nous dominons le bois de la Folie et la crête de Vimy. Les vergers du sud sont à nous, et il semble que le moment est proche où nous aurons accès dans la plaine de Gohelle qui nous livrera l'accès de Lens et dans celle du Grand-Vimy, libre de tout obstacle jusqu'à Douai.

L'entrain des hommes sur les deux théâtres de la bataille est au-dessus de tout éloge; malgré la pluie, malgré la boue, il n'a jamais fléchi. Nos aviateurs ont rivalisé d'audace avec les colonnes d'assaut : les escadrilles de bombardement ont fait de l'excellente besogne en arrière des lignes allemandes. L'avion n'est plus simplement un élément indispensable aux reconnaissances; il fait aujourd'hui ses preuves comme engin d'attaque; les gares, les voies de communication et les renforts amenés en hâte sur le front ennemi ont cruellement souffert de ses atteintes.

Je crains fort que le kaiser arrivé, dit-on, par train spécial en Champagne ne se ménage un pénible spectacle. Il aurait disgracié déjà deux de ses généraux, coupables de n'avoir pas prévu la supériorité grandissante de notre artillerie : on parle d'Hindenburg et de von Below pour remplacer les chefs vaincus, comme si ces foudres de guerre, qui n'ont pu écraser nos alliés russes, n'auraient qu'à paraître sur notre front pour avoir raison de la volonté française enfin déchainée !

Jean Villars.

COMMUNIQUÉ DU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL FRANÇAIS

QUINZE HEURES. — L'ennemi n'a réagi en Artois que par un très violent bombardement de nos nouvelles positions à l'est de Souchez.

EN CHAMPAGNE, NOUS AVONS PRIS PIED, EN PLUSIEURS POINTS, DANS LES TRANCHEES DE LA SECONDE POSITION DE DEFENSE ALLEMANDE, A L'OUEST DE LA BUTTE DE TAHURE ET A L'OUEST DE LA FERME DE NAVARIN.

En ce dernier point, certains éléments de nos troupes ont franchi la ligne allemande et se sont résolument portés au delà, mais leur progression n'a pu être maintenue, en raison de barrages d'artillerie et de feux de flanquement très violents. Nos hommes tiennent fermement les points conquis de la seconde ligne ennemie.

Au sud de Ripont, nous avons élargi et complété la conquête de la première position allemande en enlevant une fraction de l'important organe de soutien dit « l'ouvrage de la défaite ».

Nuit calme sur tout le reste du front.

Malgré les conditions atmosphériques les plus défavorables, nos escadrilles ont bombardé hier les lignes de communication en arrière du front allemand.

Des obus ont été lancés sur les gares de la vallée de la Suippe, Bazancourt, Warmerville, Pont-Faverger, Saint-Hilaire-le-Petit, ainsi que sur une colonne en marche près de Somme-Py.

VINGT-TROIS HEURES. — En Belgique, notre artillerie lourde a appuyé l'action de la flotte britannique contre les batteries de la côte.

Pas d'action importante en Artois.

L'ennemi a manifesté quelque activité près d'Armancourt, aux environs de Roye. Une forte reconnaissance a été dispersée par notre feu.

Nous avons fait exploser devant Beuvrai-

gnes plusieurs mines qui ont bouleversé les tranchées allemandes.

En Champagne, nous avons gagné du terrain au nord de Mesnil et plus à l'est entre la cote 199 au nord de Massiges et la route de Ville-sur-Tourbe à Cernay-en-Dormois. Nous avons encore fait en ce dernier point des prisonniers.

Une contre-attaque ennemie est parvenue à reprendre pied dans « l'ouvrage de la Défaite ». Une seconde contre-attaque très violente dans ce même secteur a été complètement repoussée. L'ennemi a subi des pertes importantes.

Le déblaiement des anciennes positions allemandes a permis de recenser plus complètement les canons pris. Leur nombre est beaucoup plus important qu'il n'a été jusqu'ici annoncé. LE TOTAL DES PIÈCES DE CAMPAGNE ET PIÈCES LOURDES ENLEVÉES A L'ENNEMI DEPUIS LE 25 SEPTEMBRE SUR LE SEUL FRONT DE CHAMPAGNE ATTEINT ACTUELLEMENT CENT VINGT ET UN.

Un groupe d'avions a lancé aujourd'hui soixante-douze bombes sur la gare de Guignicourt. Le bombardement a paru très efficace. Les avions violemment canonnés sont rentrés saufs à leur port d'attache.

Le retour d'Allemagne des grands blessés prisonniers

LYON. — Un nouveau train comprenant environ 350 grands blessés, venant d'Allemagne, est arrivé ce matin. C'est M. Jacquier, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, qui a présidé à la réception. Il a adressé aux rapatriés une allocution patriotique qui a été très applaudie.

A l'arrivée de ce train les mêmes honneurs ont été rendus que pour le convoi précédent.

Un conseil des ministres sous la tente

PÉTROGRAD. — Le tsar Nicolas a présidé, sous la tente impériale, la séance du Conseil des ministres.

UN DISCOURS DE M. VENIZELOS

éclaire la situation balkanique

La crise bulgare se résout — pour combien de temps ? — par la scène classique d'un baiser Lamourette; MM. Tontchev et Balakoff restent ministres, et M. Radoslavov est toujours président du Conseil. En fait il n'y a toujours qu'un ministre en Bulgarie : le tsar Ferdinand; il presse fébrilement sa mobilisation, il concentre des troupes sur ses frontières serbo-grecques. Justement méfiant, M. Malinoff n'est pas tombé dans le piège que lui tendait son souverain; il a refusé une place dans le cabinet Radoslavov, et garde ainsi sa pleine liberté de chef de l'opposition russophile; le roi n'a pas réussi à constituer un ministère qui pût se parer d'une auréole d'union sacrée; il portera personnellement tout le poids d'une politique



M. VENIZELOS

qui répugne profondément aux plus indépendants, aux plus sincèrement nationaux de ses sujets.

M. Venizelos, dans la séance d'ouverture du Parlement grec, a parlé, avant-hier, un langage clair, direct, qui contraste lumineusement avec les intrigues entortillées du tsar des Bulgares. Les abords de l'assemblée avaient été envahis par une foule immense, le premier ministre a été acclamé par le peuple, puis écouté par l'unanimité des députés au milieu de ce silence religieux qui est la plus intime, la plus émouvante des manifestations de sympathie; une ovation enthousiaste a salué ses dernières paroles. Ce discours est un acte, qui souligne heureusement celui d'hier : la mobilisation de l'armée grecque; M. Venizelos, qui ne s'embrouille pas dans les contradictions d'un machiavélisme déloyal, est réalisateur, à la manière des vrais hommes d'Etat.

La mobilisation grecque, dit-il, est une réponse indispensable à celle des Bulgares. Voilà le point de fait sur lequel il faut insister tout d'abord. Si plus tard des historiens impartiaux veulent raconter le conflit prêt à éclater dans l'Europe orientale — la troisième guerre balkanique — ils sauront qui a pris l'initiative de troubler la paix. Ferdinand de Bulgarie est constant dans le choix de ses modèles; il procède exactement, à l'heure présente, comme Guillaume II en juillet de l'au dernier; M. Venizelos, dès maintenant, établit de quel côté seront les responsabilités de la rupture.

Les Bulgares fournissent bien une explication; ils ne visent qu'à maintenir une neutralité armée; ils déclarent n'avoir d'intentions agressives ni contre la Grèce, ni même contre son alliée la Serbie. Mais ces protestations laissent M. Venizelos sceptique; il dit ses doutes en termes qui ne prêtent à aucune équivoque et qui, croyons-nous, sont très vivement commentés à Sofia. « La Bulgarie ne reconnaît pas l'état de choses établi par les traités entre elle et les nations voisines »; il s'agit là du traité de Bucarest, de 1913, dont on a tort parfois, en Angleterre et en France, d'écrire qu'il fut une injustice à l'égard des Bulgares; il fut une pénalité après un crime, ce qui est tout autre chose.

On comprend fort bien que les nations contraires auxquelles la Bulgarie, inspirée par l'Austro-Allemagne, s'est jetée brusquement après avoir com-

battu les Turcs à côté d'elles, tiennent à conserver le bénéfice de ce traité ou n'acceptent d'en discuter la novation qu'en échange d'avantages compensateurs. Le traité de Bucarest a fondé dans les Balkans un équilibre territorial dont certains éléments ne sont peut-être pas définitifs, mais aussi un équilibre politique, auquel il n'appartient à aucun Etat balkanique de porter atteinte sans que tous les autres s'unissent pour faire contrepoids. « Le peuple grec, dit M. Venizelos, est prêt à s'opposer aux efforts de toute action qui chercherait à prendre une situation prédominante dans les Balkans ».

Cependant le roi Ferdinand poursuit ses manœuvres; il envoie des délégués spéciaux à Bucarest et à Athènes pour affirmer son désir de paix et promettre, au besoin, des territoires serbes à ceux qui seraient assez imprudents pour se faire ses complices; c'est une transposition des romances que M. de Bülow chantait naguère à Rome, avec paroles du kaiser. Mais Ulysse n'a pas accoutumé de se laisser bernier par les sirènes. Sachons, en Occident, n'être pas plus naïfs que lui; je ne partage point l'espoir d'un correspondant du *Times* à Sofia, que « la bonne volonté du gouvernement bulgare à négocier encore avec la Quadruple-Entente permet d'espérer un règlement pacifique de la question macédonienne »; il me semble trouver là les traces de certaines illusions dont quelques libéraux mutins ne sont pas encore affranchis. Pour éclairer le magis de la chicane bulgare, c'est d'Athènes, aujourd'hui, que nous vient la lumière.

Louis Bacqué.

M. Venizelos triomphe des germanophiles

LONDRES. — Le docteur Dillon, correspondant du *Daily Telegraph* à Rome, mande à ce journal :

Malgré la mobilisation hellénique, l'attitude de la Grèce ne peut pas encore être définie d'une manière absolue. La mobilisation marque le triomphe de M. Venizelos sur les germanophiles, au moment même où l'on s'attendait à le voir renversé par ces derniers.

L'attitude de la Grèce dans l'avenir dépendra moins de M. Venizelos ou du roi que des actions ouvertes de la Bulgarie ou des mouvements des Alliés.

En attendant, la Grèce a besoin d'argent; les bruits qui courent d'un emprunt contracté en France ou en Angleterre sont symptomatiques.

En ce qui concerne la Roumanie, l'attitude de ce pays est et demeurera expectante.

Le docteur Dillon, parlant de la promesse faite par les Alliés à M. Venizelos de fournir à la Serbie les soldats qu'exigent les traités serbo-grecs, ajoute :

Un de mes informateurs, dont le nom, la position et l'influence autorisent toute confiance dans les renseignements qu'il donne, me presse de montrer aux gouvernements de la Quadruple-Entente que l'envoi d'une force importante aurait, sur la situation dans les Balkans, un effet salutaire.

Les assurances du roi de Bulgarie à Athènes

AMSTERDAM. — Suivant une dépêche de Cologne, le roi Ferdinand de Bulgarie a délégué à Athènes et à Bucarest deux envoyés spéciaux, avec mandat de donner aux deux gouvernements l'assurance de ses intentions pacifiques, « lesquelles en changeraient que si la Serbie attaquait la Bulgarie ».

L'envoyé du souverain à Athènes, dit la dépêche de Cologne, a eu une entrevue avec le roi Constantin en présence de M. Venizelos. Quant à l'envoyé à Bucarest, il a été reçu froidement par le premier ministre, et le roi de Roumanie a refusé de lui accorder une audience.

Les consuls allemands encouragent les massacres d'Arméniens

LONDRES. — On mande du Caire au *Times* : « Plusieurs consuls allemands ont dirigé ou encouragé les massacres des Arméniens. »

On cite notamment M. Rossler, consul à Alep, qui s'est rendu à Aintad pour diriger en personne des massacres, et le fameux baron Oppenheim, qui a donné l'idée de transporter les femmes et les enfants appartenant aux nations alliées à Ourfa, sachant bien que ces malheureux ne pourraient éviter d'y voir les actes barbares commis par les troupes dans les rues mêmes de la ville, qui sont littéralement inondées de sang. »

Un document escamoté

LONDRES. — Le correspondant du *Daily Chronicle* à New-York télégraphie :

« M. Cardishian, représentant de la Turquie à l'exposition de Panama, avait dressé un document relatant les atrocités commises par les Turcs sur les Arméniens, document pour lequel il avait, à grand-peine, recueilli des témoignages irrécusables sur les massacres. »

Ce document, remis à B. Bryan pour être communiqué au président Wilson ou au secrétaire d'Etat, est tombé entre les mains du comte Bernstorff, lequel l'a donné au consul général de Turquie.

À la suite de ce fait, M. Cardishian a reçu son congé.

Le cabinet de Washington s'efforce de connaître par qui le document de M. Cardishian a été remis au comte Bernstorff. »

LE GÉNÉRAL GALLIÉNI est cité à l'ordre de l'armée

Le *Journal officiel* publie ce matin une citation à l'ordre de l'armée, qui mérite d'attirer particulièrement l'attention.

Elle a trait au général Galliéni, gouverneur militaire et commandant des armées de Paris; elle précise, pour les historiens de la grande guerre, le rôle que l'éminent officier général a joué à l'une des heures les plus graves qu'eût vécues la France.

Voici ce document :

Est cité à l'ordre de l'armée :

Galliéni, général gouverneur militaire et commandant des armées de Paris :

« Commandant du camp retranché et des armées de Paris, et placé, le 2 septembre, sous les ordres du commandant en chef, a fait preuve des plus hautes qualités militaires :

« En contribuant, par les renseignements qu'il avait recueillis, à déterminer la direction de marche prise par l'aile droite allemande ;

« En orientant judicieusement, pour participer à la bataille, les forces mobiles à sa disposition (... armée) ;

« En facilitant par tous les moyens en son pouvoir l'accomplissement de la mission assignée par le commandant en chef à ces forces mobiles. »



Général Galliéni

UNE PROCHAINE CONFÉRENCE de M. Albert Thomas avec M. Lloyd George

LONDRES. — Le *Times* annonce que M. Albert Thomas, sous-secrétaire d'Etat au département français des Munitions, arrivera à Londres la semaine prochaine, pour conférer avec M. Lloyd George.

Destruction d'une fabrique allemande de munitions

COPENHAGUE. — Le *Dagens Nyheter*, de Stockholm, publie le récit de deux négociants suédois, retour d'Allemagne, qui annoncent la destruction, par suite d'explosion, d'une importante fabrique allemande de munition, située à Reinsdorf, près de Wittenberg.

Deux cent quarante-deux personnes ont péri, et il y a eu un grand nombre de blessés.

Une prise d'armes aux Invalides

Une prise d'armes a eu lieu hier matin, à 9 heures, aux Invalides.

Dès 8 heures, un public nombreux avait envahi les galeries. Bientôt après commençait l'émouvant défilé des blessés, qui allaient recevoir les croix et les médailles si glorieusement gagnées.

À 8 h. 30, la musique et trois compagnies du 237^e d'infanterie territoriale, avec drapeau, au, viennent se ranger dans la cour d'honneur et encadrent le groupe des nouveaux promus.

Il est 9 heures quand le général Cousin paraît, accompagné de ses officiers d'état-major. Les clairons sonnent aux champs; la musique joue la Marseillaise.

Avec le cérémonial accoutumé, le général remet huit croix de la Légion d'honneur.

Aux applaudissements de la foule, les nouveaux légionnaires viennent se ranger sur un des côtés de la cour, découvrant le groupe compact des sous-officiers et des soldats.

Là, tous les uniformes sont mêlés : zouaves, marins, coloniaux, lignards en pantalon rouge ou en tenue bleue horizon. Beaucoup de soldats sont mutilés. Quelques-uns, trop cruellement frappés, ne peuvent se tenir debout et sont assis dans des fauteuils.

Le général, d'une voix énergique, ordonne : « Ouvrez le banc ! »

Après les clairons, la musique joue les premières mesures du *Chant du Départ*, puis le général Cousin procède à la remise de 142 médailles et de trois croix de guerre, s'arrêtant parfois pour donner l'accolade ou pour serrer la main à quelque grand blessé.

La foule s'écoule ensuite en silence, fortement impressionnée par cette noble et touchante cérémonie.

LA GUERRE QUI DÉFERLE à travers les rues d'Udine

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL)

Udine est pour l'Italie ce que Nancy est pour la France. Située sur la frontière de l'ennemi héréditaire sous la menace perpétuelle d'une attaque brusquée « à la mode des barbares », Udine, en temps normal, ne parle que de guerre. Mais, maintenant qu'elle s'endort et se réveille au bruit du canon, elle ne fait même pas allusion à la grande tragédie qui se déroule à ses portes ; Udine se trouve dans son élément. Transformée, comme Vérone, en une immense caserne, elle a tout sacrifié à la réalisation du rêve grandiose qui sommeillait à l'ombre de ses arcades : l'anéantissement du « Tedesco ». Aux jours où mûrissaient les destinées de la patrie, lorsque les cortèges belliqueux parcouraient les rues des villes italiennes en exigeant la guerre, Udine ne criait pas, ne manifestait pas : elle préparait ses églises et ses théâtres, ses couvents et ses cafés, ses palais et ses villas ; elle préparait des casernes et des hôpitaux.

Tout cela s'accomplissait méthodiquement, tranquillement, mieux que comme un devoir : comme une chose naturelle. Les gens ne s'abordaient pas avec la question : « Qu'allez-vous faire ? », mais avec la nouvelle : « C'est fait. » Voilà pourquoi, civilement parlant, Udine est aujourd'hui une ville paisible. Elle voit défiler dans ses rues les régiments par dizaines, les canons par centaines et les camions et les chariots par milliers ; elle voit s'engouffrer sous les grandes portes des palais silencieux les voitures de la Croix-Rouge pleines de blessés ; elle aperçoit de longs convois de prisonniers qui s'en vont vers d'autres villes lointaines. Tout cela ne soulève même pas la curiosité de ses habitants. C'est la guerre, et Udine et la guerre ça s'entend depuis longtemps, depuis toujours.

De retour de Caporetto, et avant de reprendre une autre course rapide sur le front, nous flânons sous les arcades qui bordent presque toutes les rues de la ville. Si, dans la zone de guerre, la qualité de journaliste est parfois quelque peu suspecte, elle ouvre ici toutes les portes. On est accueilli partout fort courtoisement, et Udine est un magnifique centre d'observation. Avec Vérone, elle est un des deux cœurs de la guerre.

Je sors de très bonne heure. Je croise sur mon chemin deux grandes autos grises, arrêtées. Les étoiles de fanions indiquent un général d'armée et un général de brigade. Et les deux chefs sont descendus pour saluer. Je reconnais le général d'armée, c'est le duc d'Aoste, le cousin du roi. Il commande une armée à l'ouest et passe souvent par ici, rapidement, à l'aube. Il va surprendre son fils aîné, le duc des Pouilles, récemment promu caporal artillerie, qui se bat dans un secteur plus au nord.

L'autre général, c'est un prêtre. Je comprends : c'est Mgr Bortolomasi, évêque castrensis, le grand aumônier de l'armée italienne. Il est très grand, robuste. Sous la soutane, ouverte dans le bas, on aperçoit le pantalon d'officier, et les jambières jaunes. De son côté, il porte la cape d'évêque qu'il porte enroulée à son bras gauche. Il va toujours nu-tête, et il est partout. Après le roi et Cadorna, c'est l'homme le plus populaire dans l'armée.

Maintenant, il est là, à dix pas de moi, et doit raconter quelque chose de fort amusant, car il rit de bon cœur, et le prince l'imité. Je surprends ces mots : « Sa Majesté me disait... ».

J'ai dîné avec des officiers. Le mess est installé dans une immense villa d'un patricien de Venise. Ce sont les lanciers rouges de « Milan », et les chevaliers-légers jaunes de « Saluzzo », qui font les honneurs de la maison. La cavalerie a peu dormi, jusqu'à présent. Elle se réserve pour les plaines au delà de Gorizia. J'ai défilé les tables des officiers supérieurs pour m'asseoir à cette terriblement bruyante des sous-lieutenants. Il y en a une soixantaine de toutes les armes ; excepté les cavaliers, ils sont ici de passage ; ils descendent du front à tour de rôle, se reposent trois jours et repartent. Les couverts sont magnifiques, les tables fleuries, la grande règle. Défense de parler de guerre sous peine de payer du champagne. Je regarde toute cette jeunesse si soucieuse. Combien y en a-t-il qui ne reviendront pas chez eux ! Et, tout à coup, ils se lèvent comme un seul homme, restent rigides, dans la position du respect. Un capitaine est entré ; il salue. « Messieurs les sous-lieutenants, votre camarade X... est tombé ce matin au champ d'honneur pour la patrie et pour le roi. » Un long silence. Ils se regardent. Ils se rasseroient. Quelques mots s'échangent, timides d'abord. Puis la conversation reprend, le vacarme aussi. Qu'est-ce que la mort ? Rien. Pourvu que la patrie... Jeunesse !

C'est la nuit. La ville est plongée dans une obscurité et un silence impressionnants. On se croirait dans une nécropole. Mais, tout à coup, une voix puissante déchire l'air : « Per l'aria, buona guardia. » Une voix répond, et puis une autre, et d'autres encore. L'cri se perd, lointain, dans les faubourgs. Ce sont les sentinelles aériennes qui veillent. Les avions autrichiens aiment beaucoup venir sur Udine. A cause de son importance militaire ? Eh ! non. A cause de ses monuments.

Jean Stellico.

DERNIÈRE HEURE

LES DECLARATIONS DE M. VENIZELOS

LE PEUPLE GREC EN ARMES est prêt à défendre les intérêts vitaux du pays

ATHÈNES. — Voici le texte des déclarations faites aujourd'hui à la Chambre par M. Venizelos :

« Quand, au début de la grande guerre européenne, la Chambre se réunit, au mois de septembre de l'année dernière, j'eus l'honneur de lui exposer quelle était la politique du gouvernement au sujet de la situation faite à la Grèce par cette guerre.

« Au mois de février de cette année, le cabinet que j'avais également l'honneur de présider, a estimé que s'imposait une modification de cette politique; mais, sur ce point, il se trouva en désaccord avec la Couronne et dut quitter le pouvoir.

« Après les élections, appelé de nouveau au pouvoir, le même cabinet jugea que les circonstances s'étant modifiées, dans l'intervalle, il devait revenir à la politique qu'il s'était tracée au début de la guerre, ainsi que je l'avais exposée en septembre dernier.

« Mais la mobilisation bulgare ne pouvait appeler une autre réponse que le décret de mobilisation de notre armée. Je dois cependant informer la Chambre qu'après les décrets ordonnant ces deux mobilisations, des déclarations rassurantes ont été faites des deux côtés. M. Radoslawoff a déclaré à notre ministre à Sofia que la mobilisation bulgare n'avait aucun but agressif ni contre nous, ni contre nos alliés, les Serbes; qu'elle avait été imposée à la Bulgarie par sa proximité du théâtre de la guerre et qu'elle visait à rendre désormais possible à la Bulgarie le maintien de la neutralité armée.

« Nous avons répondu que tant que le caractère de la mobilisation bulgare serait ainsi défini notre mobilisation fatalement provoquée par la sienne, devrait être considérée non comme impliquant un but agressif, mais comme visant également le maintien de la neutralité armée.

« Toutefois, malgré ces assurances mutuelles, la situation doit être considérée comme grave. Une mobilisation générale qui amène, avec le système moderne des armées nationales, un ébranlement profond dans la vie économique et sociale d'un pays et entraîne de colossales dépenses, ne peut se prolonger sans entraîner des conséquences redoutables pour la paix.

« Ces dangers sont beaucoup plus grands quand un des pays mobilisés ne dissimule pas qu'il ne juge pas respectable le *statu quo* territorial établi par les traités conclus entre lui et ses voisins.

« Je ne dis pas cela pour dépeindre la situation sous des couleurs plus sombres qu'elles le sont réellement, mais je n'ai pas le droit de dissimuler au pays le véritable état de choses, car, si tous, en Grèce, nous souhaitons ardemment la paix, je sais aussi avec quel esprit d'incomparable abnégation le peuple grec en armes est prêt à défendre son intégrité, ainsi que les intérêts vitaux du pays, et à s'opposer à toute tentative d'un Etat balkanique quelconque tendant à créer en sa faveur une situation prépondérante qui marquerait la fin de l'indépendance politique et morale des autres. » (Applaudissements prolongés.)

« Je serais cependant heureux si les explications rassurantes données des deux côtés par les gouvernements des deux Etats qui ont décrété la mobilisation pouvaient amener promptement la démobilisation simultanée et écarter ainsi les dangers dont la paix est naturellement menacée par la prolongation indéfinie de la mobilisation. » (Applaudissements.)

Les engagements de la Bulgarie

GENÈVE. — Selon des renseignements puisés à bonne source, un accord précis serait conclu entre la Bulgarie et les puissances centrales. La Bulgarie devrait agir le 15 octobre. (Havas.)

Les dernières réserves allemandes

LONDRES. — Des dépêches de Copenhague et d'Amsterdam annoncent que les consuls allemands de Danemark et de Hollande ont notifié aux Allemands âgés de dix-huit et dix-neuf ans qui habitent ces pays de se mettre immédiatement à la disposition de l'autorité militaire.

Zeppelins dans la mer du Nord

AMSTERDAM. — Six zeppelins ont été aperçus à Aerschoot allant dans la direction de l'ouest.

A LA CHAMBRE DES COMMUNES

LES NOUVEAUX IMPOTS en Angleterre sont des mesures de guerre

LONDRES. — A la Chambre des communes, M. Mac Kenna, chancelier de l'Echiquier, annonce que jusqu'à la fin du mois d'août une somme de 244.000 livres sterling a été souscrite à l'emprunt anglais, en coupures de 5 schillings.

La discussion s'est poursuivie ensuite entre les partisans des tarifs protecteurs et les partisans de la porte ouverte.

Le premier ministre, prenant part aux débats, dit :

« Le budget a reçu l'approbation unanime d'un cabinet uni. Suis-je suspect comme partisan de la porte ouverte. (Rires. Cris : Non ! Non !) La Chambre ne doit pas perdre de vue que les conditions actuelles de notre vie économique ne sont pas normales et que la question du libre-échange n'est aucunement en jeu. »

M. Asquith déclare :

« Les nouveaux impôts sont purement des mesures de guerre qui n'ont été aucunement suggérées par les membres unionistes du cabinet. »

Quelques partisans de la porte ouverte déposent alors une motion demandant le vote par division.

Cette motion, mise aux voix, est repoussée par 174 voix contre 8, aux applaudissements de la Chambre entière.

LA PORTÉE DE L'ATTAQUE des Dardanelles

LONDRES. — Répondant, à la Chambre des Communes à une question sur le point de savoir s'il pouvait ajouter quelque chose à la récente déclaration de l'ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg aux termes de laquelle l'attaque des Dardanelles, est due en partie à la demande de la Russie, lord Cecil dit :

« Ce sont sans doute les opérations des Dardanelles qui ont détourné les Turcs des frontières russes et égyptiennes. »

Le ministre de Roumanie à Londres reçu par sir Edward Grey

LONDRES. — M. Misu, ministre de Roumanie à Londres, a eu une entrevue cet après-midi avec sir Edward Grey au Foreign Office.

Concentration de troupes bulgares

ATHÈNES. — On annonce, d'après des renseignements de source très autorisée qui sont parvenus ici, que trois divisions bulgares ont été envoyées à Philippopolis au secteur de Marolia et de Tzoumaya.

Trois autres divisions ont été dirigées vers Soufli, tandis que des forces considérables ont été concentrées à Dedeagach.

En cas d'attaque par mer, la Bulgarie protégerait ses côtes avec quatre sous-marins qui ont été expédiés par l'Allemagne. Ces sous-marins ont été vus au large de Varna.

Comment les Russes ont pris Louzk

PÉTROGRAD. — Les Russes se sont emparés de Louzk, grâce à un plan savamment conçu; ils bombardèrent avec acharnement les positions de l'ennemi au sud de la ville, détournant ainsi l'attention de l'adversaire de ses positions du nord contre lesquelles les Russes lancèrent leur principale attaque qui commença au milieu d'une obscurité profonde; ils parvinrent ainsi sans coup férir jusqu'aux tranchées ennemies dont les défenseurs, surpris et stupéfaits, chargés à la baïonnette, prirent la fuite poursuivis par les Russes.

La panique de l'adversaire fut si grande que les soldats et les officiers couraient çà et là éperdument. Les renforts qui étaient accourus furent défaits à leur tour, après quoi, les Russes luttèrent encore pendant deux heures pour la possession de la ville qu'ils tiennent maintenant solidement.

Les fugitifs russes rentrent à Riga

PÉTROGRAD. — Les nouvelles favorables, reçues du front de Riga, ont déterminé la rentrée dans cette ville de nombreux fugitifs.

Les félicitations aux Alliés

PÉTROGRAD. — La municipalité, enthousiasmée a résolu de télégraphier ses félicitations aux Alliés pour leur succès.

SUR LE FRONT ITALIEN

LES ITALIENS ACHÈVENT de déblayer les cimes du Trentin

ROME. — Commandement suprême. — Dans la zone du Stelvio au Cevedale, l'active offensive de nos troupes continue au milieu des glaces et des neiges et tend à déblayer cette région des petits détachements ennemis et à contrebalancer les molestations de l'artillerie placée au loin.

Sur le haut Cordevole, l'action des deux artilleries est devenue plus active depuis quelques jours. Notre artillerie a atteint Sier, près de Sief, une colonne ennemie qui s'est dispersée en abandonnant sur place une grande partie de ses convois.

En Carnie et dans le bassin de Plezzo, il y a eu de petites actions fréquentes, dans lesquelles nous avons pris quelques patrouilles ennemies.

Le nombre des hommes que nous avons faits prisonniers dans le combat qui a eu lieu dans la nuit du 28 au 29 dans le secteur de Tolmino est de 68, dont deux officiers.

Un hydravion ennemi a lancé deux bombes sur Portobuso; il n'y a eu ni victimes ni dégâts.

Un de nos avions a bombardé, semblerait-il, efficacement, quelques localités sur le Carso et qui avaient été signalées comme étant le siège de hauts commandements autrichiens.

Le nouveau ministre de la Marine en Italie

ROME. — Le roi a signé un décret nommant le vice-amiral Camillo Corsi ministre de la Marine. Le nouveau ministre a prêté serment entre les mains du roi au Commandement Suprême.

Le futur ministre des Affaires étrangères en Turquie

AMSTERDAM. — Selon une dépêche de Constantinople à la Gazette de Francfort, le président de la Chambre, l'ailil bey, prendra prochainement le portefeuille des Affaires étrangères, tenu jusqu'ici par le grand-vizir.

La fermeture de la frontière franco-suisse

TROYES. — Avis a été affiché qu'à partir de demain la frontière franco-suisse sera complètement fermée aux voyageurs, aux marchandises, aux journaux et à la correspondance.

Interruption des communications télégraphiques

BERNE. — Les communications télégraphiques de la Suisse avec l'Italie sont interrompues. Les télégrammes privés déposés en France à destination de la Suisse sont retenus momentanément. Les télégrammes privés en transit par la France, destinés à l'Albanie, à la Bulgarie, au Danemark, à l'Espagne, à la Grèce, au Monténégro, à la Norvège, aux Pays-Bas, au Portugal, à la Roumanie, à la Serbie, à la Suède, à l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud, subissent un retard de quarante-huit heures.

New-York souscrit 300 millions de dollars à l'emprunt franco-anglais

NEW-YORK. — Les journaux du matin sont unanimes à prédire un très grand succès à l'emprunt franco-anglais.

La ville de New-York souscrira pour 300 millions de dollars; celle de Chicago pour 100 millions de dollars.

Le général Marchand est hors de danger

Les dernières nouvelles qui nous sont parvenues du général Marchand, le glorieux blessé des récents combats, confirment le pronostic optimiste du premier jour. L'opération de la laparotomie a pleinement réussi; et, malgré la gravité de sa blessure, le général peut être considéré comme entièrement hors de danger.

Journaux suspendus

Après l'Œuvre, le Rappel vient d'être suspendu pour deux jours, par ordre du gouvernement militaire de Paris.

Les pertes de la marine marchande depuis treize mois



L'opinion universelle a été révoltée par les procédés barbares des sous-marins allemands. Leurs crimes n'ont pas empêché que la marine marchande austro-allemande ne subit des pertes particulièrement lourdes. Le total des navires de toutes nationalités capturés, détenus, coulés ou ayant subi des dommages du fait de la guerre jusqu'à fin août 1915, atteint le nombre de 1,628 bâtiments et représente un tonnage de plus de trois millions de tonnes. Les navires allemands comptent dans cette

statistique pour 1,113,298 tonnes. En outre, 776 navires ont vu leur cargaison retenue en totalité ou partie sans être saisis eux-mêmes. En ce qui concerne la marine marchande française, le comité des armateurs de France déclare qu'à l'heure actuelle le nombre des navires perdus pour faits de guerre est de 29, soit 68,977 tonneaux. Ce total comprend 13 voiliers, 3 chalutiers, 13 vapeurs. Il est utile de faire remarquer que les bateaux alliés capturés par l'ennemi ont tous été coulés par ce dernier.

LA CHAMBRE A VOTÉ à l'unanimité les cinq sous du soldat

Le prêt d'un sou par jour a vécu. A moins que le Sénat ne modifie le projet voté hier à l'unanimité par la Chambre, ce qui paraît peu probable, nos soldats, caporaux, caporaux fourriers et brigadiers, tant ceux de la zone des armées que ceux de l'intérieur et des dépôts, bénéficieront, dès aujourd'hui, d'une augmentation de solde journalière de 20 centimes. Il a été, en effet, entendu que la mesure, qui ne peut être adoptée par la Haute-Assemblée avant le 14, porterait ses effets à partir du 1^{er} octobre.

Nous avions annoncé hier le dépôt du projet gouvernemental portant ouverture au ministre de la Guerre de crédits additionnels aux crédits provisoires s'élevant à 43 millions, pour une augmentation de solde de 20 centimes aux soldats, caporaux et caporaux fourriers de la zone des armées et du corps expéditionnaire d'Orient. Ce projet donnait satisfaction à M. Tailliandier, à M. Durafor et à MM. Henry Fougère et Camille Blaisot, auteurs de diverses propositions dans ce sens. Il adoptait même le chiffre de MM. Fougère et Blaisot, qui avaient précédemment proposé une augmentation de 20 centimes.

Après entente, la commission de l'armée, la commission du budget et le gouvernement décidèrent hier de proposer une mesure plus large. L'augmentation serait bien de 20 centimes, mais elle serait étendue à tous les soldats, caporaux, caporaux fourriers et brigadiers. Le ministre des Finances acceptait, en effet, de porter à 70 millions la demande de crédits pour le dernier trimestre de 1915.

C'est le général Pédoya, président de la commission de l'armée, qui vint faire part à la Chambre de la décision prise.

Dans ces conditions, dit-il, toute discussion serait superflue. C'est par acclamations que la Chambre vota l'augmentation que nous lui proposons. (Vifs applaudissements.)

M. Ribot, ministre des Finances, tint à souligner l'accord qui venait de se réaliser entre le gouvernement et la commission de la Chambre.

En pareille matière, dit-il, il ne doit y avoir aucune divergence. Nous sommes unanimes à envoyer ce témoignage de notre admiration à nos soldats qui se battent si héroïquement ! (Applaudissements prolongés.)

Le projet voté, la Chambre fixa au jeudi 7 octobre sa prochaine séance.

Au début, elle avait validé, sans débat, les désignations des groupes pour la nomination de membres des grandes commissions permanentes et nommé : M. Margaine, membre de la commission des affaires extérieures ; L. Ajam, de la commission d'assurance et de prévoyance sociales ; M. Noulens, de la commission du budget ; MM. Serre et Girard-Madoux, de la commission du commerce ; M. César Trouin, de la commission de la marine de guerre ; M. Beisneuf, de la commission de la marine marchande ; M. Baudon, de la commission des pensions ; M. Paul Laffont, de la commission du suffrage universel, et M. Nibelle, de la commission du travail. — A. D.

Nouvelles parlementaires

A la recherche d'économies possibles

La commission des comptes définitifs et des économies a chargé M. Perreau-Pradier de rechercher les économies qui pourraient être réalisées dans les services de l'aéronautique militaire et M. Mauger de présenter à la prochaine séance un rapport sur différentes questions touchant les économies à réaliser dans l'achat du bétail et des céréales destinés à l'armée.

Les viandes frigorifiées

La commission du budget et la commission de l'agriculture ont entendu divers auteurs d'amendements relatifs au projet de loi concernant l'acquisition de viandes frigorifiées. Elles entendront demain, sur le même objet, le ministre de l'Agriculture et le sous-secrétaire d'Etat de l'intendance et du ravitaillement.

Les conditions du travail dans les usines travaillant pour la guerre

La commission du travail a pris connaissance des rapports présentés par MM. Paul Constans et Goust au nom de la délégation qui s'est rendue à Saint-Etienne pour enquêter sur les conditions du travail dans les usines qui travaillent pour le compte de la guerre.

Elle a décidé de poursuivre son enquête à Paris et de recevoir au préalable les représentants des organisations ouvrières et patronales qui demanderaient à être entendus.

La réforme de l'enseignement secondaire

La commission de l'enseignement a entendu M. Coville, directeur de l'enseignement secondaire, sur les résultats de la réforme de 1902 dans les lycées et collèges.

Notre politique douanière

La commission des douanes a entendu une introduction présentée par M. de La Trémoille, rapporteur de la sous-commission nommée pour procéder à un examen des relations économiques de la France avec les pays étrangers sur l'étude commencée sur cette question. Il y est traité notamment de la répercussion qu'a eu l'article 1 du traité de Francfort sur la politique douanière de la France.

INTERNAT Préparation
AUX AFFAIRES PIGIER
Programme gratuit, 38, rue de Turenne, Paris.

UN ÉCHEC ALLEMAND en Rhodésie

LONDRES. — Les troupes du Katanga envoyées en Rhodésie s'y sont particulièrement distinguées à côté des troupes de nos amis et alliés les Anglais, écrit le correspondant particulier de la Tribune Congolaise.

Elles collaborèrent notablement à la défense de Saisi, position fortifiée, située entre Abercorn et Fife, à 40 kilomètres du premier de ces postes. Cette position depuis janvier dernier était occupée par le major O'Sullivan avec une troupe mixte composée de Belges, d'hommes de la Northern Rhodesia Police et de quelques volontaires.

Le 28 juin, le fort de Saisi avait été l'objet d'une première attaque des Allemands qui fut heureusement repoussée après toute une journée de combat acharné, au cours duquel l'ennemi eut 15 Européens tués et environ 11 autres de blessés, 19 soldats indigènes tués et de nombreux blessés. En se retirant, les Allemands abandonnèrent quantité de munitions, des fusils européens d'un type moderne, des revolvers automatiques, des équipements et des baïonnettes, des chaises et des tables.

Les pertes des Alliés, après un combat aussi chaud, furent peu importantes : un seul soldat anglais tué, ainsi qu'un soldat noir du Congo belge et deux membres de la N. R. Police. Il y eut, de plus, 7 ou 8 blessés parmi les indigènes du Congo belge et quelques blessés parmi la N. R. Police.

Depuis lors, des mouvements allemands ayant été signalés à Neuhagenburg, on s'attendait à Saisi à une nouvelle attaque. Celle-ci se produisit le 26 juillet.

L'ennemi, fort d'environ 2.000 hommes (blancs et noirs), auxquels s'étaient joints quantité d'Arabes et de Ruga-Ruga, attaqua et cerna la position occupée par 400 hommes de troupes anglo-belges.

Le major de Koninck, stationné à Abercorn, ayant été avisé par un petit poste placé entre Abercorn et Saisi de ce que le canon tonnait à Saisi, partit au secours de ce point. Il ne put atteindre Saisi, mais tint en échec une bonne partie des troupes ennemies.

Le 31 juillet, l'ennemi somma Saisi de se rendre. Ces propositions furent l'objet d'un refus catégorique, et le résultat fut que, dans la journée du 5 août, l'ennemi battit en retraite en ayant subi des pertes évaluées à 40 tués et plus de 60 blessés. Douze cadavres ennemis furent retrouvés en un seul point de la position. A la date du 8 août, tout était calme.

Le 28 juillet, un steamer allemand avait débarqué des troupes à Kituta ; elles se rembarquèrent et revinrent à Sakalawe, où, définitivement battus, elles purent se rembarquer et regagner Bismarckburg. (La Métropole.)

CE QU'ILS MANGENT

LONDRES. — Le Vorwärts consacre un article aux nombreuses falsifications mises en circulation dans le commerce par le « capitalisme guerrier ».

On a commencé par le pain. Comme le gouvernement n'avait pas prêté l'oreille aux avertissements des social-démocrates et se rendit compte trop tard de la gravité de la situation, une pénurie de grains se produisit, et l'on en vint au pain de guerre, qui, à cause du mélange de fécule de pommes de terre, contient 50 0/0 d'eau de plus que le pain ordinaire, et par conséquent possède une force nutritive moindre.

Des hommes d'affaires roués n'ont pas tardé à établir combien le principe qui consiste à « allonger » les produits peut devenir avantageux. Un fabricant de saucisses mettait de la fécule dans sa chair à boudin et fabriquait du saucisson de foie de première qualité. Une fraude ignoble se produisit à l'occasion des « Liebesgaben ». Quelques chimistes se sont acquis le mérite de nous avoir signalé le danger des préparations de café à la base desquelles se trouve un colorant à l'aniline ; le thé est falsifié de même manière ; le beurre, que l'on rend « durable » et qui est fait de talk à bestiaux, les écosses de cacao moulues que l'on consomme comme cacao pur, et d'autres produits « dont les cochons mêmes ne veulent pas ». Un « allongeur » de beurre, pris en flagrant délit, déclara brutalement que son produit se composait de farine d'amidon mêlée de carbonate de soude, grâce à quoi on retrouvait l'arôme du beurre naturel. Le même fabricant confectonnait du miel à l'aide d'acide de lie de vin, de cidre coloré et de parfum pour savon au miel.

C'est occasionnellement que ces pratiques se découvrent. La plupart du temps, elles restent impunies. On doit redouter que dans les circonstances actuelles le nombre de ces falsifications n'aille en augmentant. C'est ce que l'on dénomme « Anpassungsfähigkeit der Kriegsindustrie ». (La Métropole.)

Mort d'Alexis Samain

On annonce de Metz, par voie indirecte, la mort de M. Alexis Samain, président de la Lorraine sportive et de la Jeunesse lorraine.

M. Alexis Samain a été tué devant Varsovie en août ; son nom figure comme sous-officier d'infanterie dans une des dernières listes de pertes de l'armée prussienne. Il avait fait son volontariat d'un an au 13^e régiment d'artillerie de forteresse saxon à Metz en 1908-1909 et avait été promu sous-officier. Il avait été versé dans l'infanterie.

On sait que le jour de la mobilisation, le 31 juillet 1914, Alexis Samain, son frère, les membres influents du Souvenir français, du Souvenir alsacien-lorrain et du Comité de Noisseville, ainsi qu'une quantité d'autres habitants de Metz avaient été arrêtés, internés à la prison militaire du quai de la Haute-Seille, et le lendemain 1^{er} août transférés à la forteresse d'Éberstadt, près de Coblenz, où ils sont restés jusqu'en avril. A cette époque, ceux qui étaient encore en âge d'être mobilisés ont été versés dans des régiments destinés à aller se battre sur le front oriental.

Alexis Samain était âgé de trente-deux ans.

LE MARÉCHAL HINDENBURG prépare une nouvelle attaque contre l'aile droite russe

LONDRES. — On télégraphie de Pétersbourg au Times :

« L'opinion qui prévaut dans les milieux militaires est que le maréchal Hindenburg, sans s'occuper de la menace dirigée contre le front occidental, a amené de nouvelles forces à Oshmiany et prépare une nouvelle attaque contre notre aile droite.

« La véritable signification de ce mouvement sera mieux comprise si nous tenons compte de la grande influence exercée sur les opérations par la topographie du cours du Niémen et celle de la Polesie, qui, toutes deux, présentent en cette saison, des difficultés formidables.

« En raison de ces obstacles naturels, l'armée en retraite du général Evert se divise en deux groupes : l'un se repliant de Vilna et Lida sur Molodetchno ; l'autre se retirant de Baranovitchi et peut-être de Novo-Grodek sur Minsk.

« Conformément à ces mouvements, l'avance de l'ennemi est également partagée entre deux directions, le groupe le plus redoutable étant celui qui marche vers Molodetchno. Hindenburg, en effet, arrivant « à califourchon » sur la Bérézina, espère y rejoindre les groupes de Vileika et d'Oshmiany, pour tourner au sud-est vers Minsk et oarrer la retraite à l'armée russe venant de Baranovitchi.

« C'est pour cette raison que l'état-major général souligne aujourd'hui l'importance d'une ligne allant de Vileika à Ivenetz, à quelque 35 milles de Minsk, ligne qu'il considère comme étant l'objectif réel du maréchal Hindenburg.

« Dans le sud, les plans de l'ennemi comportent une menace renouvelée contre les positions russes. L'arrivée d'importants renforts a été immédiatement suivie d'une offensive résolue contre le flanc droit de l'armée russe qui protège la route conduisant à Nief.

« Le passage du Styr par des forces ennemies considérables et la reprise de l'offensive ennemie à Koiki constituent un nouveau facteur formidable avec lequel le général Ivanoff aura à compter. »

Explosion à bord d'un steamer norvégien

LE HAVRE. — Une forte explosion, déterminée par un incendie, s'est produite, cette nuit, à bord du steamer norvégien *Elizabeth*, du port de Bergen, mouillé à 3 milles au sud-ouest de La Hève.

De l'enquête à laquelle il a été procédé par les autorités maritimes, il résulte que cette explosion est purement accidentelle.

L'équipage, composé de treize hommes, a été sauvé et ramené au port.

Ce matin à 10 heures, le navire, qui continuait à brûler, a coulé.

L'*Elizabeth* jaugeait 338 tonnes et avait été construit en 1902. Elle venait de Lith avec un chargement de charbon à destination de Rouen.

Le chancelier rentre à Berlin

COPENHAGUE. — La Gazette de Voss annonce que le chancelier d'empire a quitté Dresde pour rentrer à Berlin.

La navigation dans le canal de Suez

LE CAIRE. — Une proclamation du général Maxwell interdit à tous les voyageurs, sauf pour débarquer ou changer de bateau, de descendre à terre dans la zone du canal de Suez.

Exception est faite pour les voyageurs ayant des passeports en règle et pour les sujets des nations alliées.

Les équipages sont autorisés à atterrir s'ils ont un permis signé de leur capitaine et contresigné par le chef de la police dans la zone du canal entre Port-Saïd et Port-Tewfik.

Nous devons notre aide à nos Soldats

C'est avec la plus vive émotion que l'on a lu les récents communiqués annonçant les glorieux faits de nos vaillants soldats et de nos braves alliés. Du courage et de l'abnégation des uns et des autres, personne n'avait jamais douté, mais si notre armée a été à même de prendre si vigoureusement l'offensive, c'est parce qu'elle possédait les moyens exigés par la guerre actuelle pour venir à bout de l'ennemi. Or, ces moyens, c'est nous qui les avons fournis en apportant au Trésor, contre des Bons et des Obligations de la Défense nationale, une partie de l'argent dont nous disposions, et qui a été employée en matériel, en munitions.

Notre élan a donc bien servi le pays, mais il ne doit pas s'arrêter ; car ceux qui sont sur le front ont encore beaucoup à faire, et ce n'est pas en offrant seulement sa poitrine à l'ennemi que l'on gagne les batailles ! Souscrivons donc, sans hésiter, aux Bons et Obligations de la Défense nationale. Par ce moyen, nous participerons à la victoire !

"Armée et Marine"

Troupes indigènes

La proposition de loi de M. Pierre Massé, député, tendant à une levée en masse d'indigènes de nos colonies de l'Afrique occidentale, devait d'autant plus retenir l'attention que son adoption donnerait, dès le printemps prochain, affirmait-on, un renfort de plusieurs centaines de mille hommes de troupes noires.

C'était aller vite en besogne et sans se rendre compte des réalités.

Quand nous incorporons notre contingent métropolitain français, c'est-à-dire la classe annuelle, qui s'élève au maximum à 250.000 hommes, leur répartition se fait dans toute la France, entre de nombreux dépôts, dont le chiffre s'élève à près de cinq cents et qui sont naturellement organisés pour recevoir et instruire ces recrues.

C'est assez dire que le recrutement d'effectifs trois fois plus considérables d'indigènes coloniaux, fût-il en lui-même certain, se heurterait à des impossibilités absolues. Dans le même ordre d'idées, ce ne serait pas les quelques régiments sénégalais et soudanais existant qui pourraient recevoir, loger, habiller, armer, encadrer une telle masse d'hommes; de toutes pièces il faudrait constituer cadres et effectifs, et le reste. C'est la question même, qui reste entière, de l'armée noire.

Pour le moment, il sera procédé, par voie de décret, à l'appel, au moyen d'engagements volontaires, de 50.000 hommes de ces contrées, et cet effort pourra certainement être renouvelé, une fois ou deux, si c'est nécessaire, pendant la durée de la guerre.

L'initiative prise par l'honorable député de l'Hérault, qui aura ainsi obtenu le résultat immédiatement possible, a, en même temps, remis sur le tapis la question des troupes indigènes en général.

Voyons, en dehors du berceau de la future armée noire et de nos plus anciennes colonies — où le recrutement est assimilé à celui de la métropole — ce qui, dans les autres parties du domaine colonial de la France, a été fait ou reste à faire.

En Indochine, aussitôt après la conquête, le service militaire obligatoire des indigènes a été établi, mais dans une mesure limitée. Ceux-ci fournissent, par la conscription, les contingents nécessaires aux régiments de tirailleurs tonkinois et annamites; le recrutement est régional et s'opère par voie d'appel, chaque commune étant responsable de la contribution qui lui est imposée. Les hommes levés accomplissent deux ans de service et peuvent se rengager; en ce cas, ils continuent à faire partie du contingent de leur commune qui est diminué d'autant.

L'établissement de ce système n'a souffert, à aucun moment, la moindre résistance.

En Tunisie, nous avons trouvé établie la conscription pour la garde beylicale, et il a suffi de l'étendre aux troupes indigènes que nous y avons constituées. La durée du service obligatoire est aussi de deux ans; les appels, limités aux besoins, s'effectuent par la voie du tirage au sort et proportionnellement à la population, dans chaque circonscription. Ce recrutement fonctionne avec la plus parfaite régularité.

En ce qui concerne le Maroc, le gouvernement français vient de déposer un projet de loi ayant pour objet la transformation des troupes auxiliaires marocaines en corps réguliers, pour permettre l'utilisation progressive de toutes les ressources de recrutement de ce pays. Celui-ci s'effectuera par voie d'engagements et rengagements, tant que le gouvernement chérifien ne demandera pas le rétablissement de la conscription, qui a existé pendant longtemps au Maroc.

Quant à l'Algérie, la question du service obligatoire des indigènes est déjà vieille: elle avait été mise en discussion au Parlement, en 1889, lors de la réfection de la loi française du recrutement, et était considérée à cette époque comme mûre; mais, la proposition trop absolue d'imposer aux musulmans algériens trois ans de service, comme en France, fit que la Chambre préféra la renvoyer à une loi spéciale, dont l'élaboration n'a malheureusement jamais été reprise.

Nous possédons l'Algérie depuis bientôt un siècle; depuis une longue période de temps, ce pays est, pour ainsi dire, assimilé à la métropole, administrativement. Au point de vue militaire, l'élément indigène pouvait former un appoint important pour l'augmentation de nos forces nationales.

Il eût suffi que la conscription y fût organisée, comme en Indochine, comme en Tunisie, dans une mesure restreinte, pour alimenter nos corps de tirailleurs et de spahis, mais de façon plus politique et moins coûteuse que le système des enga-

gements et dont la légitimité est indiscutable.

L'institution seule, le principe établi, passé dans les mœurs et accepté, cela est certain, sans aucune difficulté, aurait permis, au moment d'une grande crise nationale, comme celle que nous traversons, d'en étendre singulièrement les effets, et c'est sans peine qu'avec une préparation antérieure l'Algérie nous eût donné 200.000 ou 300.000 combattants.

Depuis 1844, date de la création de nos premiers bataillons, nos militaires indigènes algériens n'ont cessé de nous donner les témoignages de leur loyalisme et de leur valeur. Ils ont concouru à toutes nos guerres nationales comme à nos expéditions coloniales. Ils ont réalisé et surpassé toutes les espérances que nous avions fondées sur eux.

Quelle voix autorisée a dit ces mots? Celle du gouvernement français lui-même, dans le texte du projet de loi marocain dont nous parlons ci-dessus.

Ce n'est, d'ailleurs, pas un langage nouveau; c'est une vérité certaine et connue.

Que n'a-t-on alors mis d'accord plus tôt les actes avec les paroles?

Jean Villars.

BULLETIN MILITAIRE

Péréquation des grades des officiers d'administration

Le ministre de la Guerre a arrêté et envoyé à l'examen du ministre des Finances le projet de loi destiné à unifier la péréquation des grades des officiers d'administration des différents services.

Cette péréquation serait basée sur celle que les lois récentes ont attribuées aux services de l'artillerie et du génie.

Il en résulterait des augmentations dans les grades élevés de la hiérarchie, des officiers d'administration, du service d'état-major, du bureau de l'intendance, de l'habillement et du campement, et du service de santé.

Hommes mobilisés dans les usines Commissions mixtes

Une instruction ministérielle, en date du 19 septembre, fixe les conditions d'application de la loi Dalbiez, en ce qui concerne les établissements, usines et exploitations, de l'industrie privée travaillant pour la défense nationale, autres que les exploitations houillères.

L'alinéa 4 de l'article 6 de la loi prévoit l'institution, dans chaque région, d'une commission composée, en nombre égal, de membres patrons et de membres ouvriers, présidée par un délégué du ministre de la Guerre ou du ministre de la Marine, laquelle aura pour mission principale d'émettre un avis sur le maintien des hommes qui, sans satisfaire aux conditions déterminées par le paragraphe premier dudit article — justification de l'exercice, pendant un an au moins, de leur profession dans les établissements auxquels ils sont affectés ou d'autres similaires — sont actuellement détachés dans les établissements, usines et exploitations travaillant pour la défense nationale.

Il a paru opportun de prendre, comme bases de la circonscription des commissions mixtes, les subdivisions de chaque grande région de l'inspection des forges soumises au contrôle d'un officier du service, chef de détachement.

Ses membres seront choisis par le ministre sur des listes composées de membres de Chambres de commerce, conseils de prud'hommes, commissions du travail, chambres syndicales, patronales et ouvrières, présentées par le général commandant la région militaire, après entente avec le préfet.

Engagements sédentaires

Formalités à remplir

Aux termes du décret du 27 juillet 1915, les hommes dégagés de toute obligation militaire, soit par leur âge, soit par réforme ou par exemption, sont admis à contracter un engagement spécial pour la durée de la guerre pour remplir un emploi déterminé.

Outre les pièces exigées, l'engagé doit produire une pièce constatant qu'il est dégagé de toute obligation militaire, ainsi qu'un certificat délivré par les soins d'un corps ou service désigné par le commandant d'armes de la ville de garnison la plus rapprochée de sa résidence, constatant qu'il possède l'aptitude professionnelle à l'emploi qu'il sollicite. Ces engagements sont reçus avec le consentement du chef de corps ou service, pour un des emplois existant réglementairement dans les différents corps et services, sans limitation de nombre et en plus des engagements ordinaires pour la durée de la guerre. En outre, ils peuvent être acceptés même pour les corps et services stationnés dans la subdivision des candidats.

Les anciens gradés ne sont admis à s'engager que comme simples soldats. Toutefois ils peuvent, par application du décret du 29 août 1914, être remis en possession de leur ancien grade aussitôt après avoir signé leur engagement, sous la réserve que le grade dont ils sont titulaires soit prévu dans l'emploi au titre duquel ils contractent leur engagement.

L'acte est reçu au titre d'un corps ou service, pour remplir tel ou tel emploi: automobiliste, boucher, boulanger, tailleur, cordonnier, infirmier, secrétaire, etc., il mentionne, en outre, que le candidat a produit le certificat d'aptitude professionnelle exigé.

POUR 0,50 RECEVREZ
Timbres Poste 0,50^{fr} domicile
une pochette échantillon
8 GRAINS de VALS
pour deux semaines traitement
laxatif, dépuratif.

64, Boulevard Port-Royal, à PARIS

La situation navale

Le coup de force naval aux Dardanelles est-il encore possible?

Parmi tant de problèmes soudainement posés par la guerre actuelle, celui de la maîtrise de la mer revêt tous les jours un caractère plus grave. La maîtrise commerciale qu'ont les alliés et qui a échappé, pour toujours semble-t-il, aux Austro-Allemands, a des effets considérables, incontestables; elle nous a permis de préparer la guerre pendant la guerre, mais elle n'a pas empêché, comme on pouvait le croire, l'ennemi de mener la guerre avec une intensité et une largeur de dépenses matérielles sans précédent dans l'histoire. La maîtrise militaire se heurte aux barrages de mines et de sous-marins, aux batteries de côte, elle s'arrête à une certaine distance des rivages. Dans les Dardanelles et dans la mer Noire, les flottes alliées sont dans l'expectative.

Nous sommes arrivés à une heure où l'affranchissement des Détroits apparaît comme l'événement le plus décisif, le plus utile à la victoire qui puisse se produire. Il n'y a plus à se demander si le résultat souhaité, nécessaire, aurait pu être atteint plus tôt et à meilleur marché. Il n'y a plus à se leurrer du sophisme que le temps travaille pour nous. En ce moment, un jour peut valoir une année. Telle est la situation: d'un côté, il y a les Dardanelles, sur la solidité desquelles repose toute la stratégie politique de l'ennemi; de l'autre, il y a en Méditerranée une immense armée navale, disponible.

Faut-il se dire: « Ceci ne peut rien contre cela »? La question est véritablement angoissante. Si réellement les formidables effectifs navals accumulés au prix de sacrifices tels qu'ils ont lourdement obéré notre défense continentale, ne sont pas utilisables par les Alliés pour l'entreprise navale la plus nécessaire qu'on ait jamais eu à envisager dans une guerre, il faut admettre que cela n'a pas été un placement opportun du capital national. Il faut admettre aussi que, dans le cours même de la guerre actuelle, si notre armée navale n'est destinée qu'à contenir l'escadre autrichienne, déjà équilibrée par la flotte alliée de l'Italie, il y a sur mer une superfluité de moyens. Alors que nous faisons appel à toutes nos ressources en hommes et en matériel de guerre, il y aurait sur mer une grande quantité d'hommes ardents et vigoureux, d'armes, de canons, de munitions, sans affectation précise et réservés seulement en vue d'éventualités improbables.

Ce sont là des réflexions qui jaillissent sous le coup des événements. Il ne faut pas les craindre ni les écarter parce qu'elles ne sont pas conformes à nos doctrines antérieures et à ce que nous croyions en temps de paix. Si notre armée n'avait pas fait évoluer ses croyances pendant la lutte, nous aurions été battus. Il ne faut pas repousser systématiquement tout changement de point de vue en ce qui concerne la marine. Aussi bien la marine n'existe-t-elle plus comme entité, comme organisme mystérieux et inaccessible au vulgaire, mais seulement comme moyen de guerre. Elle ne nous intéresse plus que par la faculté de concourir à l'ensemble des opérations. Et si ce concours est obligatoirement limité à l'observation de l'escadre autrichienne et à la surveillance des sous-marins ennemis et de la contrebande, si nous ne pouvons pas demander à notre flotte le coup de force utile, nous devons désirer voir employer tout ce qui n'est pas nécessaire à sa tâche limitée, homme, canons et munitions, sur le front de terre.

Reste à savoir si le coup de force est encore « possible ». Encore faut-il s'entendre sur cette possibilité. Elle ne saurait être relative. Je veux dire que s'il fallait le payer de pertes matérielles très élevées, cette considération devrait être comptée pour rien en présence de la situation actuelle, car personne ne saurait prétendre qu'un navire de guerre est un objet dont la raison d'être est de se conserver. Les sacrifices en personnel seraient certes douloureux, mais les a-t-on jamais marchandés en face d'un objectif militaire! Et nos marins brûlent du désir de montrer, une fois de plus, leur inébranlable vaillance. C'est donc d'une possibilité absolue qu'il s'agit. Cette possibilité existe-t-elle?

Si les événements ultérieurs nous répondent « Non! Le coup de force par mer, même en y mettant le prix le plus élevé est impossible! », force sera d'envisager la meilleure utilisation possible d'éléments précieux et qui ne peuvent être employés là où ils sont.

A. Larissou.

DANS LA MARINE

Commandement. — Le capitaine de vaisseau Petit est nommé au commandement de la marine à Saint-Nazaire.

Désignations. — L'ingénieur général de 2^e classe du génie maritime Playette est désigné pour remplir les fonctions d'adjoint au directeur central des constructions navales.

Les petits Alsaciens de Thann au Tréport



La ville du Tréport vient de recevoir la visite de petits réfugiés alsaciens de Thann. Après avoir assisté à une réception organisée à l'hôtel de ville par la municipalité, les nouveaux petits Français, qui n'avaient jamais vu la mer, furent conduits à la plage où un goûter leur fut offert.

TRIBUNAUX

Propos séditieux

Les poursuites contre les propos séditieux continuent. Hier, c'était au tour d'une dame Struber, propriétaire d'une importante maison de blanchisserie, de comparaître devant le troisième conseil de Guerre.

Sur la dénonciation d'un de ses employés, elle était accusée d'avoir tenu des propos de ce genre :

« Que les zeppelins viennent donc zigouiller cette sale nation ! C'est honteux, pour les Français et les Anglais, d'affamer l'Allemagne ! Ce qui arrive aux Belges est bien fait ! Si les Français n'ont pas réussi à Arras, c'est qu'ils n'ont pas fait leur devoir : ils se sont rendus en masse ! Les Allemands vont heureusement reprendre les Eparges ! »

A l'audience, Mme Struber a vivement protesté qu'étant Française elle ne saurait avoir voulu outrager la France et les Français, et M^r Simon-Juquin a communiqué au conseil une pétition revêtue de nombreuses signatures attestant son patriotisme.

Néanmoins, sur la déposition d'un certain nombre de témoins attestant l'exactitude des propos, le conseil a condamné Mme Struber à deux mois de prison.

« La première voyante de France »

N'ayant, depuis quinze ans, plus de nouvelles d'un de ses cousins, Mme Emilie P... eut un jour la fâcheuse idée d'aller, à son sujet, consulter une dame Darville, laquelle, sur ses annonces, s'intitulait modestement : « la première voyante de France ».

En septembre 1914 eut lieu la première entrevue. Mme P... y apprit de graves nouvelles. Son cousin était mort, et elle était déshéritée. Toutefois, la succession n'était pas liquidée, et la voyante se faisait forte, grâce à un concours des Esprits, de faire annuler la fâcheuse mesure qui la déshéritait. Séance tenante, Mme P... versa 250 francs. Quelques semaines après, ce fut un second versement de 721 francs pour faire brûler des cierges et activer le travail des Esprits. Deux mois après, ce furent encore 1.000 francs pour assurer l'entrée en possession de l'héritage sitôt après la guerre.

Sans doute, l'« arrosage » eût continué si toutes les économies n'y avaient passé déjà. Et voici que, enfin, la pauvre dame eut une idée : celle de s'adresser directement à Laval, patrie du fameux cousin. Là, elle apprit qu'elle avait été odieusement trompée. La célèbre voyante n'était autre qu'une habile voleuse, nommée Berthe Debray, laquelle, de 1897 à 1910, n'a pas récolté moins de sept condamnations.

Hier, elle en a gagné une huitième : trois ans de prison et 100 francs d'amende.

Toujours la cocaïne

On se souvient que, il y a trois semaines, la huitième chambre correctionnelle condamnait à deux mois de prison et 3.000 francs d'amende un vieillard de soixante

et un ans, surnommé « Grand-Père », lequel passe pour un des principaux marchands de cocaïne.

Hier, c'était au tour de son associé, Alfred Douard, de comparaître devant la huitième chambre. Alfred Douard, dit « Pepère », avait été arrêté, le 31 août, rue Caulaincourt, au moment où il remettait à une nommée Georgette Juncker un paquet de chlorhydrate de cocaïne de 10 grammes. Le tribunal l'a condamné à deux mois de prison et 3.000 francs d'amende, et Georgette Juncker à deux mois avec sursis et 100 francs d'amende.

LE LIVRE D'OR de l'Aéro-Club de France

C'est une très heureuse pensée qu'ont eue les dirigeants de notre grand club aéronautique, en éditant le *Livre d'Or* de l'Aé. C. F.

Ce livre, en voie de préparation, verra le jour au lendemain de la guerre ; il sera divisé en deux parties.

La première partie contiendra tout ce qui a trait au club proprement dit ; les faits et les changements opérés depuis le 1^{er} août 1914.

La seconde partie, réservée à l'aéronautique militaire, enregistrera les noms de tous les pilotes de l'aéronautique avec leurs affectations, leurs grades, les citations et les croix dont ils ont été honorés, chaque biographie sera illustrée par une photographie.

Ce travail, actuellement en préparation, est tenu à jour de façon qu'il puisse paraître aussitôt après les hostilités.

Ajoutons qu'un exemplaire sera remis gratuitement à tous les membres de l'Aé. C. F.

La guerre aérienne

D'après le *Telegraaf*, d'Amsterdam, du 27 septembre, l'escadrille aérienne qui bombarda Bruges le 26 était composée de trente avions.

Incendie d'un vaisseau américain

LONDRES. — Le Lloyd annonce que le vaisseau américain *Vincent* a brûlé. L'équipage est sauvé.

NOUVELLES BRÈVES

Conseil des ministres. — Le conseil des ministres, réuni hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, s'est entretenu de la situation diplomatique et militaire.

Un cadeau de 4 millions. — La *Métropole* annonce que l'ambassade du Japon a remis au ministre belge de l'Intérieur un chèque d'une valeur de 4 millions de francs, produit total de la souscription au Japon en faveur du fonds de secours pour la Belgique.

Un tramway qui déraile. — Vers une heure de l'après-midi, hier, place du Châtelet, à Paris, un tramway a déraillé et a renversé un candélabre. Deux personnes ont été blessées et admises à l'Hôtel-Dieu.

Accident d'automobile. — MONTARGIS (*Dép. partic.*). — En se rendant en automobile à Montargis, M. Maurellet, inspecteur d'académie du Loiret, demeurant à Orléans, a été victime d'un accident. Son chauffeur ne put maîtriser le moteur dans une descente rapide ; la voiture heurta le parapet d'un ponteau et fut précipitée à l'eau.

Dans cette chute, M. Maurellet fut sérieusement blessé à la figure et aux jambes.

Fillette écrasée. — ORLÉANS (*Dép. partic.*). — Une fillette de six ans, la petite Thérèse Germain, demeurant à La Ferté-Saint-Aubin, traversa inopinément la chaussée au moment du passage d'une voiture automobile qui la tamponna, malgré les efforts du chauffeur. La pauvre enfant eut la tête écrasée sur la chaussée et fut tuée sur le coup.

Las de souffrir. — BLOIS (*Dép. partic.*). — Pour mettre un terme à leurs souffrances, M. Jacques Rantien, soixante-deux ans, vigneron, demeurant commune d'Huisseau-sur-Cosson, s'est pendu, et M. Augustin Grange, soixante-quinze ans, demeurant commune de Saint-Georges-sur-Cher, s'est ouvert la gorge avec un rasoir.

Un exemple à suivre. — LE MANS (*Dép. partic.*). — On vient d'inaugurer, à la gare du Mans, une cantine destinée aux militaires de passage et où ceux-ci trouvent jour et nuit, à l'exclusion de tout alcool, à des prix très modestes, une nourriture saine et variée avec des boissons réconfortantes. Une salle de lecture et de correspondance, ainsi qu'un débit de tabac sont adjoints à cette cantine, dont le succès a été rapide.

Appel pour les versements d'or. — TULLE (*Dép. partic.*). — L'évêque de Tulle, Mgr Métreau, vient d'adresser, par lettre pastorale, un appel à son diocèse pour les versements d'or, destinés à la défense nationale.

L'appel se termine de cette éloquente façon : « Chaque louis que verseront nos diocésains, c'est quelques mètres de notre territoire qu'ils délivreront ; c'est quelques gouttes du sang de France qu'ils épargneront ! Il n'est pas nécessaire d'en dire de plus à de bons Français. »

A la mémoire du sénateur Reymond. — SAINT-ETIENNE (*Dép. partic.*). — Le conseil général de la Loire vient de voter une subvention de 5.000 francs pour l'érection d'un monument au sénateur Reymond, victime de l'aviation militaire.

Contre le commerce avec les Austro-Allemands. — GRENOBLE (*Dép. partic.*). — La chambre de commerce de Grenoble, ayant été avisée que les commerçants austro-allemands chargent des ressortissants de pays neutres de venir en France traiter leurs affaires, vient de porter ces faits à la connaissance des industriels et négociants de la région, afin qu'ils se tiennent en garde contre les agissements de cette nature et en demandant de plus que le passage de ces voyageurs suspects leur soit signalé.

BLOC-NOTES

INFORMATIONS

— S. Exc. M. William G. Sharp, ambassadeur des Etats-Unis, a visité avant-hier, avec M. Raymond Poincaré, l'hôpital de la Croix-Rouge, installé rue de Chevreuse.

— La *Poll Mail Gazette* du 28 septembre annonce que le colonel Macqueen, des Gordons territoriaux, neveu de lord Haldane, a été tué dans un combat en France. Dans la vie civile, M. Macqueen était un avocat connu d'Aberdeen.

MARIAGES

— Le 29 septembre a été béni, en l'église Saint-Pierre, à Mâcon, le mariage de M. Carlos Mulquin, licencié en droit, sergent au 72^e d'infanterie, médaillé militaire et de la croix de guerre, avec Mlle Marie-Thérèse Longepierre, fille de M. Philippe Longepierre, ancien notaire, décédé, et de Mme, née Lancyrie.

Les témoins étaient : pour le marié : M. Charles Martin, avocat au tribunal de la Seine, et M. Decker-David, sénateur du Gers; pour la mariée : M. Crozier, juge à Montbrison, et M. François Lancyrie, ancien président du tribunal de commerce de Mâcon.

— Dans l'intimité, a eu lieu le mariage de M. Félix Hory, avocat-conseil, avec Mlle Suzanne Brette.

— Dernièrement a été célébré le mariage de M. Pierre Augier, blessé en Argonne et convalescent, avec Mlle Suzy Kaczinski.

Pianiste de Kubelick, le grand violoniste tchèque, M. Augieras était à Prague au moment de la déclaration de guerre. Après mille péripéties en Bohême et en Autriche, il put rentrer en France et prendre sa place dans son régiment dès la mobilisation.

NAISSANCES

— La *baronne* Louis La Caze, femme du lieutenant au 6^e dragons, a mis au monde une fille qui a reçu le prénom de Jeanne-Marie.

Nous apprenons la mort :

De M. Antonio Flores, ancien président de la République de l'Equateur, commandeur de la Légion d'honneur, grand-croix des ordres de Saint-Grégoire-le-Grand, de Pie VII, du Christ de Portugal, d'Isabelle-la-Catholique;

De la comtesse de Maupou, douairière, née Caroline Kozchlin, décédée le 29 septembre, à Paris, à soixante-dix-neuf ans;

De M. Alfred Bidaud, décédé âgé de soixante-dix-huit ans;

De M. Eugène Gazon, ingénieur honoraire des chemins de fer de l'Etat, décédé du chagrin causé par les morts successives de son frère, le général Gazon, et de son fils, le lieutenant Charles Gazon. Son fils aîné, sous-lieutenant aux Dardanelles, est gravement malade;

De Mme Augustin Hottot, née Marie-Alexandrine de Morel, veuve de l'ancien maire de Vernonillet, décédée subitement à soixante-quinze ans;

De M. Léon Hiriart, ancien volontaire de la guerre de Crimée et officier d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur, décédé à Cambo-les-Bains (Basses-Pyrénées);

De Mme Hermann Vanderheyem, née Juliette Bénédictus, décédée à Stockholm;

De M. Jules Mignon, receveur des contributions indirectes, en retraite, à Orléans, décédé à soixante-neuf ans;

De M. Eugène Augard, docteur en droit, décédé à Concarneau;

De Mme Daumarie, belle-mère de notre confrère Henry Montazel, lieutenant aux armées, et mère de Mlle Simone Daumarie, de la Comédie-Française; Mme Daumarie avait quatorze petits-fils sur le front.

NECROLOGIE

LES SPORTS

CYCLISME

Le Brevet militaire d'Estafette cycliste. — L'Union Vélocipédique de France, chargée par le gouvernement militaire de Paris de préparer les jeunes gens au cyclisme militaire, fera passer son brevet d'Estafette cycliste le 10 octobre prochain.

Ces épreuves, placées sous le contrôle du ministre de la Guerre, concèdent à ceux qui obtiennent le brevet, qui en est la première récompense, des avantages spéciaux au moment de leur incorporation, à condition qu'ils possèdent les aptitudes physiques exigées.

Le concours comporte cinq épreuves différentes :

Epreuve cycliste. — L'itinéraire n'est pas fixé à l'avance; il suffira simplement de se rendre successivement et par n'importe quel chemin à différents points désignés sur la carte d'état-major et portés sur la feuille de route, au moment même du départ.

L'itinéraire n'est pas le même pour tous les concurrents. Il sera calculé pour une distance de 50 à 55 kilomètres à vol d'oiseau, ce qui équivaudra à un parcours réel d'à peu près 60 kilomètres.

Cette épreuve ne comporte aucun classement, mais les concurrents doivent être rentrés avant l'expiration du délai de cinq heures pour pouvoir participer aux épreuves suivantes.

L'heure d'arrivée est constatée lors de l'entrée au stand. Tir. — Des leur arrivée au stand, les concurrents effectueront un tir à l'arme de guerre à 200 mètres dans une des positions réglementaires à leur choix.

Topographie. — Les concurrents seront interrogés sur la topographie de la route suivie par eux et sur la lecture de la carte d'état-major : formes du terrain, planimétrie, signes conventionnels, etc.

Mécanique pratique de la bicyclette. — Montage et démontage de la machine; expédients à utiliser pour ne pas rester en panne, etc.

Gymnastique. — 1^o Monter au mur à l'aide d'une corde lisse; 2^o Saut en longueur avec élan; 3^o Traction aux anneaux.

Le Brevet militaire d'Estafette cycliste sera délivré à tous les candidats qui, ayant participé aux épreuves ci-dessus, auront obtenu une moyenne générale.

Match Momo-Tomaselli. — Au cours d'une fête sportive de bienfaisance à Milan, dit le *Sporting*, un match cycliste Momo-Tomaselli a été disputé. Tomaselli a gagné sur 1.100 mètres par une demi-longueur.

Dœrlinger n'aurait pas été fusillé. — Le *Journal la Suisse* reçoit de Bâle l'information suivante : L'entrefilet que vous avez reproduit du *Journal Rad-Welt*, de Berlin, concernant Dœrlinger, est faux; Dœrlinger vit encore.

Les démarches de notre département politique ont abouti à ce que le procès soit repris et que la vie de notre compatriote soit sauvée. Dans une lettre adressée à son père, Dœrlinger proteste contre sa condamnation et jure qu'il est innocent, en s'écriant à la fin : « Est-ce que ma patrie la Suisse ne peut rien faire pour moi ? »

AVIATION

Chute d'un aviateur. — Il y a un an, à Rue, Devoye et son passager se tuaient dans une rencontre aérienne avec Bigot. Ce dernier a fait lundi soir une chute grave sur le même aérodrome. Malgré une jambe fracturée et de nombreuses contusions, l'état de Bigot, qui est à l'hôpital militaire de Versailles, n'inspire aucune inquiétude.

THÉÂTRES

La fin d'un admirateur de Shakespeare. — M. Camille de Sainte-Croix, dont nous avons annoncé la mort, était né en 1858. Il était l'auteur d'un drame : *Manon Roland*, en collaboration avec M. Emile Bergerat, et d'une tragédie : *Armide et Gildès*, cinq actes en vers. C'est surtout comme critique dramatique et adaptateur de l'œuvre de Shakespeare à la scène française qu'il était connu, et il avait offert à un public d'initiés et de fervents des représentations fidèlement traduites, dont tous les détails avaient été mis au point avec une rare conscience. Le théâtre qu'il fonda avec le programme shakespearien, unique et cependant si vaste, restera comme un exemple de ce que l'on peut faire pour une renaissance scénique.

A la Comédie-Française. — Aujourd'hui, en soirée, à 8 heures, il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée, proverbe en un acte, en prose, d'Alfred de Musset (M. Henry Mayer, Mlle Renée du Minil); *Colette Baudouche*, pièce en trois actes, tirée du roman de M. Maurice Barrès, de l'Académie française, par M. Pierre Frondale (MM. de Féraudy, Paul Mounet, Henry Mayer, Mmes Pierson, Leconte, Thérèse Kolb, le petit Jean Fleury, M. Chaze).

MARIGNY-CINEMA OUVRE AUJOURD'HUI. — Le plus beau cinéma des Champs-Élysées et de Paris. Les programmes seront toujours composés de vues en première semaine et inédites.

Pour la première semaine : la *Fabrication des obus de 75*; *Nos poilus dans les tranchées à Notre-Dame-de-Lorette et à Souchez*; *La petite vedette lombarde*, drame tiré de l'œuvre d'Edmondo de Amicis (exclusivité); *Grand-père*; des scènes comiques par Max Linder, Rigadin, Charlot.

Fauteuils confortables, prix modique, 3, 2, 1 fr.; prom. 1 fr. Métro en face. Spectacle de famille. En matinée à 2 h. 30 et en soirée à 8 h. 30.

OMNIA-PATHÉ. — Quelle magnifique distribution ! *Faleuse* est jouée superbement par Mme Emilienne Dux, MM. Numès et Bosc, Mlle Juliette Clarens. Un excellent Prince : *Rigadin homme des bois*; de nombreuses vues de plein air, etc. Les actualités comprennent *Les exploits des hydroavions russes* près de Batoum et *Nos poilus dans les tranchées de Notre-Dame-de-Lorette et de Souchez*. Comme toujours, ce programme excellent attirera la foule des amateurs.

FRANCE ET ANGLETERRE FOR EVER A TIVOLI-CINEMA

La vogue de Tivoli-Cinéma est justifiée par ses programmes remarquables. Cette semaine : *France et Angleterre for ever*. Vues prises sur le front : *Dans les tranchées de Notre-Dame-de-Lorette et de Souchez*; *Un exploit des hydroavions russes*; *La voleuse*; *Rigadin homme des bois*, par Prince; *Tivoli-Journal*, etc. Grand orchestre symphonique. Tivoli-Cinéma, 14, rue de la Douane, donne tous les jours des matinées à 2 h. 1/2 avec le programme du soir. Loc. tél. Nord 26-44.

AU CINEMA DES NOUVEAUTES AUBERT-PALACE. — *France et Angleterre for ever* ! C'est un drame où l'actualité guerrière se mêle à une histoire d'amour que le public élégant applaudira dans l'admirable salle du 24 du boulevard des Italiens. Tout dans ce programme est sensationnel; il contient, en dehors des vues prises sur le front, telles que : *A Notre-Dame-de-Lorette et à Souchez*; *En Soissonnais*; *Tranchées de premières lignes dans les Vosges*; *Charlot débute*, fou rire extraordinaire; *L'Étoile du Nord*; *Nouveautés-Journal*, tous les faits divers mondiaux et, enfin, *Les souverains amis*, *Victor Emmanuel II et Pierre I^{er}*. Grand orchestre symphonique. Représentation permanente de 2 heures à 11 heures.

GAUMONT-PALACE

Ce soir, à 8 h. 1/4, le grand film patriotique Gaumont : *France et Angleterre for ever*, drame en 2 parties et 150 tableaux; *La petite vedette lombarde*, pièce patriotique tirée de l'œuvre d'Edmondo de Amicis. Splendides vues en couleurs naturelles : En Tunisie, dans la région de Gafsa. Charlot débute au cinéma, dix minutes de fou rire. Quelques comédies, puis le cinéma aux armées, vues prises sur le front : *Nos soldats en Soissonnais*. Loc. 4, rue Forest. Tél. Marc. 16-73.

VENDREDI 1^{er} OCTOBRE

Comédie-Française. — A 20 h., il faut qu'une porte soit ouverte ou fermée, *Colette Baudouche*.

Opéra-Comique. — Relâche.

Odéon. — A 19 h., *L'Assommoir*.

Ambigu. — A 20 h., jeudi, sam. et dim. (mat. et soir.), le Maître de forges.

Comédie-Royale. — A 20 h. 45, les Début de Mauricette.

Appartement meublé (comédie), *Apportez votre or* (revue).

Gaité-Lyrique. — A 20 h. 30, *La Marmite de Charley*.

Châtelet. — A 19 h. 45, sam. et dim. A 2 h., jeudi et dim., le Tour du monde en 80 jours.

Théâtre Michel (Gut. 63-30). — A 8 h. 20, l'Attente; 8 h. 40, Léone est en avance, de Feydeau; 9 h. 45, Plus ça change...

de Rip.

Porte-Saint-Martin. — A 20 h., mardi, jeudi, sam., dim. (mat. et soir.), la Flambee.

Palais-Royal. — A 20 h. 15, mardi, jeudi, sam., dim. A 2 h. 15 jeudi et dim., « 1915 », revue de Rip.

Renaissance. — A 20 h. 30, *Fred*, Séance de nuit.

Théâtre Sarah-Bernhardt. — A 20 h. 15, mardi, jeudi, sam. A 14 h. 15 jeudi et dim., l'Algon.

Vaudeville. — A 20 h. 30, *Visions de gloire*.

GAUMONT-PALACE. — A 8 h. 1/4, France et Angleterre for ever !; Nos soldats en Soissonnais. Loc. 4, rue Forest. Tél. Marc. 16-73.

Cinéma-Marigny (Champs-Élysées, té. 101-89). — T. les Jrs, mat. et soir., toutes les actualités.

Cinéma des Nouveautés Aubert-Palace. — (Voir communiqué.)

Omnia-Pathé. — (Voir communiqué.)

Tivoli-Cinéma. — (Voir communiqué.)

"Academia"

Réunions d'aujourd'hui

LAWN-TENNIS : matin et après-midi, 64, boulev. Victor-Hugo, à Neuilly.

NATATION : direction de Mme Bogaerts, 7 h. 30 à 18 heures, leçons pour les débutantes. A partir de 17 heures, cours de perfectionnement. Monitrice : Mlle Ollivier.

CULTURE PHYSIQUE : 19 heures, Institut Kumlien (gymnastique suédoise), 76 bis, rue des Saints-Pères. Professeur : M. Sandberg. 18 heures, Institut du docteur Boileux (gymnastique respiratoire), 11, rue de Malte.

COURS DE BIOLOGIE : 20 h. 30, 9, rue Foyatier. Professeur : M. Légrand.

Rappelons que, pour participer aux cours de culture physique, qui sont gratuits pour les adhérents d'Academia, il faut préalablement s'inscrire au siège social, 88, Champs-Élysées.

« Excelsior » rétribue selon la place qu'elles occupent toutes les photographies d'actualité et d'ordre divers qui lui sont envoyées immédiatement et sans aucun retard.

La Bourse de Paris
DU 30 SEPTEMBRE 1915

Le principal intérêt de la séance a consisté dans les opérations de la liquidation, qui se sont déroulées jusqu'ici sans incident.

Au comptant, peu d'animation. On constate seulement quelque faiblesse sur notre Rente, abandonnant encore un quart de point à 66,50. En revanche, les industrielles russes ont été recherchées, notamment la Maltzof et la Toulou. Emprunts étrangers calmes. Banques à peu près nulles.

Chemins de fer soutenus : Est, 750; Ouest, 710. Rio sans changement à 1.490. Obligations diversément tenues. Enfin, en banque, Maltzof fait 448 au comptant, 465 à terme; la Platine, 418 à terme, Toulou, 1.040 sur les deux marchés. De Beers, 275. Rand Mines, 416 au comptant, 411,50 à terme.

COURS DES CHANGES

Londres, 27,20 1/2; Suisse, 109 1/2; Amsterdam, 236; Pétrograd, 198 1/2; New-York, 575; Italie, 93; Barcelone, 551 1/2.

VARICES

immédiatement et radicalement soulagées par le port rationnel des Bas élastiques de V.A. CLAVERIE, fabricant, 234, Faubourg Saint-Martin, PARIS. Lisez l'intéressante Notice sur les Varices, envoyée gratuitement sur demande, ainsi que la façon de prendre les mesures et tous renseignements désirés.

DEMANDEZ LA TOURISTE

BANDE MOLLETIÈRE

SPIRAIE EXTENSIBLE

La Seule en TROIS COURBES

s'adaptant aux trois parties de la jambe : cheville, mollet, jarret, ce qui supprime tout glissement sans serrer le mollet.

REFUSEZ LA BANDE CINTRÉE

UNE SEULE COURBE qui glisse toujours, d'où obligation de trop serrer le mollet.

La Touriste, 1^{re} qualité : Marque Or; 2^e qualité : Marque Rouge. En Vente dans les Grands Magasins et bonnes Maisons de Chaussures, Nouveautés, Sports, etc. Gnos : La Touriste, Paris.

GOUTTES DES COLONIES

DE CHANDRON

CONTRE

MAUVAISES DIGESTIONS, MAUX D'ESTOMAC, Diarrhée, Dysenterie, Vomissements, Cholérine

PUISSANT ANTISEPTIQUE DE L'ESTOMAC & DE L'INTESTIN

DANS TOUTES LES PHARMACIES. VENTE EN CROS : 8, rue Vivienne Paris.

Communiqués

La Fraternelle Ardennaise, 40, rue de Bondy, fait appel aux personnes qui voudraient lui envoyer des vêtements pour les femmes de mobilisés, leurs enfants et les vieillards du seul département toujours complètement envahi. Sur demande, la Société fera prendre les dons à domicile.

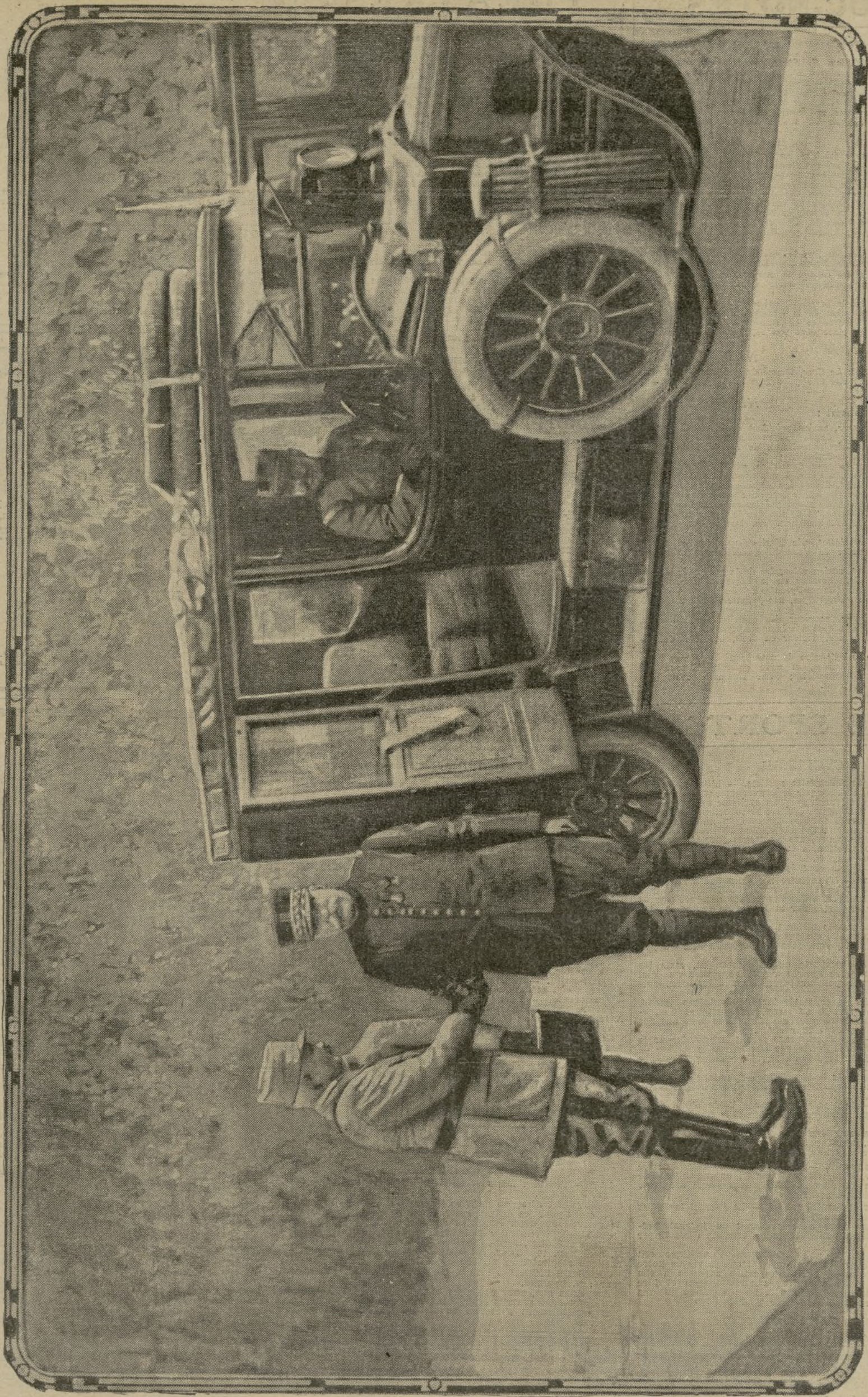
L'hôpital Garibaldi, 125, avenue des Champs-Élysées, fait appel à la générosité de ceux de nos lecteurs qui pourraient disposer en faveur des blessés d'objets de literie, linge, couvertures, etc.

L'Académie française a procédé à l'élection de son bureau pour le dernier trimestre de 1915. M. Bouthoux a été désigné comme directeur et M. Hervieu, comme chancelier.

Nous apprenons que la vaillante présidente de l'Orphelinat des Arts prépare en ce moment, à Fécamp, une annexe de la maison de Courbevoie, afin de lui permettre de recevoir tous les orphelins d'artistes que la guerre continue à lui envoyer. Grâce à la diva célèbre Hortense Schneider et à sa nouvelle générosité offerte spécialement pour ce but, des bâtiments s'élèvent et les plus petits des enfants vont y passer l'hiver, permettant ainsi à la grande maison de garder tous ceux qui sont en âge de suivre les études.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Votumard.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.



Le généralissime Joffre s'entretient avec le général d'Urbal. Cette photographie a été prise le 21 septembre dernier.